

**ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

N°ST 2024_014

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande, en date du 11 janvier 2024, de l'entreprise CONSTRUCTEL, 81 rue René Augé 38980 VIRIVILLE, représentée par Monsieur Miguel PITA, pour le compte d'ORANGE.

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Route,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

CONSIDERANT que pour permettre de réaliser les travaux, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 - Autorisation : Du 20 au 25 janvier 2024, le bénéficiaire est autorisé à effectuer des travaux comme énoncé dans sa demande, dans le rond-point de l'Europe (angle Cours Vallier) et au droit des N°2, N°10 et N°12 de l'Avenue des Alpes, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 – Réglementation : La circulation et le stationnement seront réglementés comme suit, selon les besoins du chantier :

➤ **Au rond-point de l'Europe uniquement** :

- Le chantier pourra empiéter sur la chaussée et la circulation réduite sur une seule voie.

➤ **Sur l'Avenue des Alpes, au droit des N°2, N°10 et N°12 uniquement** :

- La circulation sera régulée en alternat par des hommes fanions.

➤ **Pour les deux zones de chantier** :

- La vitesse dans l'emprise et à proximité du chantier sera limitée à 30 km/h.
- L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours sera maintenu.
- La circulation des piétons se fera sur le trottoir opposé.
- L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que ceux de l'entreprise seront interdits dans l'enceinte du chantier.

Article 3 - Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 4 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 11 janvier 2024,

**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de Service des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY**

